



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 29/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VELCOREX

14 RUE DU COMMANDANT MARCEAU
68550 Saint-Amarin

Références : 0006700656_2024_09_24_Velcorex_VIIC PPC
Code AIOT : 0006700656

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2024 dans l'établissement VELCOREX implanté 14 RUE DU COMMANDANT MARCEAU 68550 Saint-Amarin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'arrêté préfectoral du 17 avril 2023 prescrit une astreinte journalière à l'encontre de la société Velcorex Since 1828 suite au non respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 mars 2022. La non conformité relevée concernait l'installation d'extinction automatique à eau.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VELCOREX
- 14 RUE DU COMMANDANT MARCEAU 68550 Saint-Amarin
- Code AIOT : 0006700656
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SCOP VELCOREX a repris en date du 20/11/2023 les activités de la société VELCOREX Since 1828 qui comprennent les activités d'ennoblissement de tissus en velours et coton ainsi qu'une station

de traitement des eaux usées destinée uniquement au traitement de la société Velcorex.
L'exploitant a transmis une déclaration de changement d'exploitant reçue le 31 janvier 2024 à la Préfecture.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Extinction automatique	Arrêté Préfectoral du 31/03/2022, article 1	Liquidation partielle Astreinte	
3	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 4/10/2010, article 66 A	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 20/04/1994, article 12.8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le retour à la conformité n'est pas établi pour le système d'extinction automatique à eau. Une nouvelle non conformité a été relevée concernant les installations électriques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/1994, article 12.8
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : [...] Le personnel sera formé à l'utilisation [...] des matériels de lutte contre l'incendie.[...]
Constats : Le personnel a suivi une formation intitulée "Lutte contre l'incendie-Manipulation extincteurs" par une société extérieure le 14/02/2024. La facture du prestataire a été présentée ainsi qu'une attestation de présence du personnel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 31/03/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : La société VELCOREX SINCE 1828, désignée par « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 14 rue du Commandant Marceau à SAINT-AMARIN (68550), est mise en demeure de se respecter dans le délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté les dispositions suivantes de l'article 12-7 de l'arrêté préfectoral du 20/04/1994 susvisé concernant les moyens de lutte contre l'incendie: « l'installation sera pourvue d'équipements de lutte adaptés et conformes aux réglementations en vigueur,[...] » <ul style="list-style-type: none"> d'un réseau d'extinction automatique adapté aux caractéristiques des produits stockés, [...] »

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection que la source B du système d'extinction automatique à eau n'est toujours pas fonctionnelle.</p> <p>Il a en outre transmis par mail du 27/09/2024 une offre technique et financière correspondant à la mise en conformité du système. Cette offre s'élève à 190 000 euros.</p> <p>A ce stade, le retour à la conformité n'ayant pas pu être établi, il est proposé une liquidation partielle de l'astreinte administrative.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Liquidation partielle d'astreinte

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 4/10/2010, article 66 A
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de vérification des installations électriques Q18 daté du 19/06/2024 qui mentionne 25 points de non-conformité ou anomalies constatées. L'exploitant n'a pas levé ces non conformités.</p> <p>Le certificat Q18 est un compte rendu de vérification des installations électriques selon le référentiel APSAD en complément des rapports de vérifications réglementaires établis simultanément. Le compte-rendu Q18 signale en particulier si l'installation électrique présente des dangers d'incendie ou d'explosion.</p> <p>La conclusion de ce rapport est : l'installation électrique "peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion".</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant :</p> <p>Il est attendu que l'exploitant transmette un justificatif mentionnant un retour à la conformité pour les observations du rapport Q18 du 19/06/2024 mentionnant un risque d'incendie ou d'explosion.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois